

La question de l'Afghanistan



A l'intérieur d'une cellule du PCF : le doute

«L'Afghanistan : c'est moche, bien sûr...comme toutes les guerres. Mais qui sait ce qui s'y passe vraiment ? Il y a des journalistes de la presse bourgeoise qui y sont allés, et qui parlent de résistance, ou d'exactions des troupes soviétiques. L'Humanité aussi a envoyé un journaliste, qui n'a pas du tout vu la même chose. La délégation de la CGT non plus. Alors, comment savoir ?»

Réflexion souvent entendue, quant on essaye de discuter de l'Afghanistan avec des militants du PCF. Le sujet ne semble d'ailleurs pas de ceux qu'on évoque aisément, que ce soit dans les conversations ou dans les réunions. Il n'est pas non plus, on s'en doute, mis en avant dans les débats contradictoires. Témoin ce militant rencontré sur un marché : vingt minutes de questionnement n'auront pas permis de lui faire lâcher un mot sur ce sujet ; il refuse d'en parler, rappelant inlassablement que «on est en France, et c'est des problèmes des travailleurs français qu'il faut discuter».

Est-ce à dire que la «question afghane» est aujourd'hui niée par les militants du PCF, comme elle est reléguée au rang de «brèves» épisodiques dans L'Humanité ? Est-ce à dire que les interrogations sont tuées, les contradictions balayées, les contradictions surmontées ?

Il ne semble pas. Aux interrogations premières sur les motivations de l'intervention soviétique et sur sa forme sont venus s'en

ajouter d'autres, nées du développement de la situation. Pour ce responsable de section «il est plus que temps que tout le monde s'assoie autour d'une table de négociation pour trouver une véritable solution politique, qui ne lèse pas les intérêts fondamentaux du peuple afghan. Si la présence militaire soviétique venait à se prolonger, il faudrait s'interroger sur sa véritable raison : je conçois bien qu'une armée étrangère vienne aider un peuple ami victime d'une agression, mais je concevrais plus difficilement que les afghans puissent avancer leur révolution en tolérant pendant longtemps la présence de troupes étrangères sur leur territoire».

La question est importante, et elle recoupe bien la constatation que l'on peut faire, en s'appuyant sur l'exemple d'une cellule. Dans un premier temps (principalement après le retour d'URSS de Marchais), le débat a été sans nuance, et portait essentiellement sur les déclarations du secrétaire général du PCF. Ecoutez Michel, membre actif de cette cellule : «Tout était très tranché, avec un schéma assez simple : ou bien on condamnait l'intervention, au nom de principes, mais alors on était immédiatement taxé d'hostilité avec le parti dans son ensemble, ou bien on approuvait les explications de Marchais : le peuple afghan est engagé dans un processus de transformation démocratique, sa révolution est directement menacée par l'impérialisme américain et les anciens propriétaires, l'ar-

mée rouge a donc le droit, et même le devoir, de lui venir en aide. Tout cela était assez stérile et manquait un peu d'argument, de part et d'autre. Je crois que les choses ont changé à partir du moment où il y a eu les premières manifestations à Kaboul, suffisamment voyantes pour que personne ne puisse les nier. Voici une anecdote assez significative : la première fois où nous avons discuté de l'Afghanistan, et où j'ai condamné l'intervention, je me suis fait attaquer très durement par un vieux camarade, dont le frère avait été dans les brigades internationale, en Espagne. Pour lui, l'intervention soviétique était de même nature, et il assimilait ma position à celle des socialistes en 36-37, allant même jusqu'à rappeler, comme ça, que certains de ces socialistes étaient ensuite tombés dans les bras de Pétain... Eh bien ce même gars a aujourd'hui changé de position, au vu notamment des développements de la situation sur le terrain, ou de ce qu'on peut en savoir. Evidemment, il ne dira jamais ouvertement son désaccord, il a bien trop peur de nuire au parti, mais il ne sera plus au premier rang pour défendre la ligne Marchais».

D'autres interrogations sont présentes, chez les militants de cette même cellule. L'un d'entre eux, par exemple, s'interroge sur la nature de la résistance, et sur ses composantes politiques : s'agit-il de «contre-révolutionnaires» bien armés et entraînés par les Américains et les Pakista-

nais ? S'agit-il de «communistes pro-chinois» luttant pour une autre forme de socialisme ? Un autre voudrait surtout avoir la certitude que «les troupes russes se cantonnent à la défense des frontières, et n'interviennent pas dans les opérations armées à l'intérieur du pays». Un troisième est perplexe sur la réalité de la révolution afghane, puisqu'aussi bien le premier soin des nouveaux dirigeants, Amin d'abord, puis Kabral, est de dénoncer les crimes de leurs prédécesseurs...

Faut-il pour autant en déduire, au vu de ces quelques éléments pris dans une cellule, que la condamnation de l'intervention soviétique est aujourd'hui explicite ? Certes pas. «On ne discute de l'Afghanistan qu'entre nous, et jamais dans les réunions», explique Michel.

«En général, au niveau du comité d'arrondissement ou même de la fédé, il n'y a pas de réponse précise aux questions posées, quand elles le sont. Ils se contentent de dire : «Attention de ne pas plonger dans le piège de la propagande à Giscard», ou encore : «Il ne faut pas oublier la Corée, ou le Nicaragua, ou le Centre-Afrique». Et puis surtout, la direction possède des arguments très forts, difficilement démontables, et qui marchent bien. Quand on voit par exemple l'état d'arriération de l'Afghanistan jusqu'à ces dernières années, il en est qui se disent que toute évolution est positive, même si elle est provoquée par une armée étrangère. Dans le parti, la plupart des camarades

raisonnent en termes de camps : le camp impérialiste, et le camp socialiste. Partant de là, ils estiment qu'il vaut mieux pour le peuple afghan être dans le camp du socialisme qu'en face. En somme, ceux-là s'interrogent peut-être sur la méthode des Soviétiques, mais pas sur le fond. Je connais même un camarade du PCF qui a signé la pétition condamnant l'invasion soviétique en estimant que ceux-ci auraient dû s'y prendre autrement, et qu'en fin de compte l'URSS a été à l'encontre de ses propres intérêts!»

La direction du PCF étant incapable, et pour cause, de répondre de manière convaincante aux nombreuses interrogations qui se font jour, comment y parvenir ? «On ne peut pas se contenter de demi-mesures, il faut des faits, des preuves tangibles. Mettre en doute les témoignages des journalistes sous prétexte qu'ils travaillent dans la presse bourgeoise, ça ne marche pas plus que de dire qu'il n'y a pas de fumée sans feu. Personnellement, j'ai beaucoup espéré de la délégation de la CGT, qui partait là-bas apparemment sans a-priori. Ses conclusions m'ont évidemment beaucoup déçu, mais surtout elles ont fait reculer la prise de conscience, au sein du parti en tout cas. C'est d'autant plus grave qu'on ne peut pas voir clair en France si on n'éclaire pas la réalité de ce qui se passe en Afghanistan, et si on n'éclaire pas les raisons du soutien de Marchais à l'invasion soviétique».